



## PROJETS MENES PAR LA CLINIQUE EN 2013-2014

### 1. ACCES AU DROIT :

Les projets « Maison de Justice et du Droit », « Défenseur des droits » et « Crésus » ont tous trois été reconduits et poursuivis en 2013-14.

Dans le cadre du projet Crésus, les étudiants ont contribué à la mise en place du futur observatoire des violences financières en axant leurs recherches sur la définition juridique de ces violences. Cet observatoire aura notamment pour objectif de faciliter l'introduction d'actions en justice (actions de groupe en particulier) et de sensibiliser les banques et les compagnies d'assurances à la nécessité de faire preuve d'une plus grande vigilance à l'égard des personnes les plus vulnérables sur le plan économique.

### 2. RISE : RESPONSABILITE ET INNOVATION SOCIALE DES ENTREPRISES

- Contribution à l'élaboration d'une charte éthique pour les distributeurs d'un grand groupe industriel européen et rédaction d'un mémorandum sur la force contraignante des engagements RSE sous la supervision de Salomé Lemasson et Aurélie Kahn, avocates chez Gibson Dunn :

Le premier projet a été confié à la Clinique par un groupe industriel européen du secteur agro-alimentaire. Désireux de faire évoluer les pratiques de ses distributeurs à l'international en matière de RSE et de développement durable, le groupe recherchait les moyens de mettre en œuvre une démarche RSE à son échelle. Le projet confié à la Clinique depuis 2011 a donc consisté à stimuler de façon concrète le respect de principes RSE par les distributeurs du groupe situés à l'international. Après avoir participé à l'élaboration d'une charte éthique à destination des distributeurs localisés en Afrique subsaharienne, tout en proposant des outils RSE pour la diffusion de bonnes pratiques parmi ces mêmes distributeurs, les étudiants se sont penchés sur l'Asie pour produire le même travail en l'adaptant à un nouveau contexte culturel. Dans cette logique, des questionnaires visant à dresser un état des lieux des pratiques RSE des distributeurs asiatiques du groupe ont été préparés par les étudiants et envoyés aux distributeurs. En parallèle, un mémorandum sur la force contraignante des engagements RSE et leur contractualisation a également été rédigé par les étudiants.

- Etude et rapport sur la responsabilité sociale des cabinets d'avocats sous la supervision de Paul Lignières, *Managing Partner* et Emilie Morcillo chez Linklaters, Christopher Baker, avocat et maître de conférences à Sciences Po, et de Marie Bouchard, élève avocat et maître de conférences à Sciences Po :

Initié à l'automne 2012, ce projet porte sur l'application de principes s'inspirant de la RSE au sein des cabinets d'avocats. Il a débuté par la réalisation d'une enquête de terrain initiée en 2012-2013 et complétée en 2013-2014, consistant à identifier les différentes pratiques socialement responsables mises en œuvre par les cabinets d'avocats parisiens et à sonder les attentes des associés, collaborateurs et futurs avocats en la matière. Il s'est poursuivi par la préparation d'un rapport identifiant les blocages et les opportunités relatifs à l'instauration progressive d'une version robuste, durable et mesurable de la RSE au sein des cabinets d'avocats. Ce rapport sera présenté le 22 septembre lors d'une conférence à la Maison du Barreau en présence de Pierre-Olivier Sur, bâtonnier du Barreau de Paris. Ce projet bénéficie du soutien actif du cabinet Linklaters, et s'effectue en partenariat avec le Fonds de Dotation Barreau de Paris Solidarité.

- Aide à la préparation d'une charte éthique et d'un reporting extra-financier pour une entreprise française leader du e-commerce sous la supervision d'Olivier Boulon, avocat chez Skadden :

Ce projet, débuté en 2012, consiste à accompagner une entreprise française de taille moyenne spécialisée dans le secteur du e-commerce dans la **mise en place d'une démarche de RSE**. En 2012-2013, les étudiants ont ainsi dressé un panorama des différentes initiatives pouvant être qualifiées de socialement responsables d'ores et déjà mises en place au sein de cette entreprise avant de se poursuivre par la rédaction d'un rapport comprenant des recommandations et un guide de bonnes pratiques permettant de structurer et de développer une politique de responsabilité sociétale et environnementale plus complète. En 2013-2014, les étudiants ont préparé deux rapports visant à guider l'entreprise, pour le premier, dans la préparation de l'élaboration d'une **charte éthique** et, pour le second, dans la **démarche de reporting environnemental** qu'elle doit prochainement mettre en œuvre.

### 3. HEDG : HUMAN RIGHTS, ECONOMIC DEVELOPMENT AND GLOBALIZATION

- Projet Economic Justice, sous la supervision de Rosmerlin Estupivan-Silva, maître de conférences à Sciences Po, Ben Batros, avocat et *Legal Officer* à *Open Society Justice Initiative*, et Jeremy Perelman, Professeur à l'École de Droit de Sciences Po :

Ce projet avait pour but de renforcer les capacités d'*Open Society Justice Initiative* (OSJI) en matière de **plaidoyer et contentieux juridique international portant sur des thématiques de justice économique et de droits humains**. Une équipe de 5 étudiants, sous la double supervision de HEDG et d'un juriste de OSJI, ont ainsi rédigé un memorandum de 50 pages identifiant et analysant différents forums internationaux autour desquels des stratégies de plaidoyer sur des thématiques de justice économique pourraient s'articuler. Ce memorandum détaille les avantages, les inconvénients et les aspects procéduraux liés à chaque forum identifié, et se focalise principalement sur des forums émergents et potentiellement innovants pour des stratégies de plaidoyer au niveau des organisations internationales.

- Le projet Extrême pauvreté et Droits humains, sous la supervision de Rosmerlin Estupivan-Silva, maître de conférences à Sciences Po et Kate Donald, Assistante du Rapporteur Spécial des Nations Unies sur l'Extrême Pauvreté et les Droits Humains:

**1<sup>ère</sup> partie** : ce projet, en partenariat avec le Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits de l'Homme, visait à renforcer la procédure de communication auprès du Rapporteur spécial. Les étudiants ont ainsi, par leurs recherches et analyses juridiques, contribué au suivi et au traitement d'une plainte en cours soumise au rapporteur sur une question liée au développement économique et à la pauvreté en Afrique de l'Ouest.

**2<sup>ème</sup> partie** : après une phase de recherches, ce projet a consisté à rédiger une **plainte individuelle** en matière d'accès au droit à l'eau des habitants vivant en extrême pauvreté du quartier El Faro de la ville de Medellín en Colombie, en coopération avec *Corporación Jurídica Libertad*. Cette plainte a été déposée le 11 avril 2014 avec *Corporación Jurídica Libertad* et *Mesa Interbarrial de desconectados de Medellín* auprès du Rapporteur Spécial des Nations Unies sur l'Extrême Pauvreté et les Droits Humains, Magdalena Sepulveda.

- Projet Ecocide, supervisé par Laurent Neyret, professeur des Universités à l'université Versailles Saint-Quentin et Rosmerlin Estupivan-Silva, maître de conférences à Sciences Po :

Ce projet, en partenariat avec la Mission Droit et Justice et l'Université de Versailles, avait pour objectif de **définir le crime d'écocide comme concept et pratique juridique**, en lien avec la catégorie plus générale des crimes contre l'environnement ou Ecocrimes. La contribution des étudiants a pris la forme d'une bibliographie commentée sur la façon dont le concept d'«écocide» est défini et / ou approché par différentes sources juridiques et universitaires dans différentes langues et juridictions. Les étudiants ont par ailleurs effectué et analysé une série d'entretiens avec des experts (Interpol, Bureau de Lutte Contre les crimes Environnementaux) sur le concept et les potentielles voies répressives

- **Projet France Terre d'Asile supervisé par Charles Gosme, doctorant à l'Ecole de Droit de Sciences Po**

Dans le cadre de ce projet initié au printemps 2013 et mené en partenariat avec l'ONG France Terre d'Asile, les étudiants ont effectué des **permanences juridiques pour les demandeurs d'asile** au sein de son service d'assistance sociale et administrative. Les étudiants ont également participé à un projet de **recherche juridique empirique** mené par France Terre d'Asile sur les victimes de trafic d'êtres humains ou des demandeurs d'asile, dont les conclusions ont été présentées à Sciences Po lors d'une conférence le 23 janvier 2014.

- **Projet Herakles, supervisé par Tomaso Ferrando, doctorant à l'Ecole de Droit de Sciences Po**

Ce projet avait pour objectif de procurer une aide juridique et extra-juridique à une **campagne menée par un réseau global de juristes et d'ONGs autour d'une exploitation d'huile de palme à large échelle implantée au Cameroun**, qui a provoqué le déplacement sans compensation d'une grande partie de la population locale. Cette campagne, menée conjointement avec *Relufa*, *Greenpeace*, *Save Wild Life*, *Struggle to Economize the Future Environment* (SEFE), *Oakland Institute* et *Wilmer Hale* a permis aux populations affectées de participer au débat public sur la manière dont les ressources naturelles doivent être exploitées, dans cette région en particulier et au Cameroun en général. La participation des étudiants a notamment pris la forme d'une étude sur les aspects théoriques et pratiques de la stratégie juridique de cette campagne, et d'une diffusion de l'ensemble de ces informations, données et documents en France et au-delà, notamment par le biais d'une **conférence organisée en présence d'Olivier de Schutter, Rapporteur Spécial des Nations Unies sur le Droit à l'Alimentation**, le 2 avril 2014.

- **Projet Transparence et bonne gouvernance des contrats en matière d'extraction de ressources naturelles en République Démocratique du Congo supervisé par Manon Aubry, Human Rights Consultant au Carter Center et Jeremy Perelman, Professeur à l'Ecole de Droit de Sciences Po.**

Mené depuis l'automne 2012 en partenariat avec le bureau de Lubumbashi (République Démocratique du Congo) du Carter Center et l'International Human Rights Clinic de la *Columbia Law School*, ce projet a permis de **renforcer les capacités des ONG locales en matière de plaidoyer dans le secteur de l'extraction minière**. Cette année, les étudiants ont ainsi contribué à la rédaction d'un guide pratique expliquant les différents moyens et démarches à effectuer pour accéder aux informations liées à la gouvernance minière. Enfin, les étudiants ont fourni une assistance technique à un réseau d'ONG locales spécialisées dans la réalisation d'une étude d'impact sur les droits humains portant sur un projet minier dans le sud-Kivu.

- **Projet Business and Human Rights supervisé par Christopher Baker, avocat, Elise Groulx, avocate, et Aurélien Bouayad, doctorant à Ecole de Droit de Sciences Po**

Ce projet a consisté en la réalisation d'une **infographie pour l'*American Bar Association*** à destination du barreau d'affaires américain sur le thème entreprises et droits humains. Cette infographie illustre notamment l'impact des investissements à grande échelle sur les droits humains, ainsi que les bénéfices d'une intégration des droits humains dans les stratégies et chaînes de valeurs d'entreprises transnationales.

- **Projet Juvenile Justice in Burundi, supervisé par Lex Paulson, maître de conférences à Sciences Po**

Une équipe d'étudiants HEDG de la clinique a développé pour le bureau UNICEF et le ministère de la Justice au Burundi un **guide opérationnel pour deux nouveaux centres de réhabilitation destinés à des délinquants juvéniles**. Basé sur une recherche approfondie et sur une coopération originale entre acteurs, ce guide devrait permettre d'établir un standard en matière de suivi des cas de délinquance et réhabilitation juvénile au Burundi.